

Aujourd'hui, c'est le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M^{lle} Bégin) que je voudrais féliciter pour sa franchise envers la population. En fait, dans sa déclaration du 14 septembre 1978, le ministre s'exprimait ainsi, et je cite:

Pour effectuer les changements, notre principe est simple. Avant tout, nous devons avoir la certitude que nous allons vraiment redistribuer les fonds et non dépenser davantage; des coupures s'imposent donc pour financer les nouvelles prestations. Il faut ensuite réaffecter l'argent aux gens qui en ont le plus besoin: les personnes âgées et les petits salariés qui ont des enfants, ceux qui souffrent le plus de la pauvreté, ceux qu'il faut aider dès maintenant. Enfin, nous devons définir les nouvelles mesures tenant compte de notre économie malade: la formule doit inciter au travail et stimuler notre productivité.

A la lecture de cette première partie, monsieur l'Orateur, je me suis dit que le ministre ne devait pas toujours se trouver dans son élément au sein de son parti. Nous admettons que les personnes âgées doivent recevoir davantage et qu'un minimum de revenu soit garanti aux personnes à faible revenu. Nous le reconnaissons puisque nous avons demandé depuis 15 ans aux gouvernements qui se sont succédés dans cette Chambre d'établir un système de revenu garanti universel afin de faire disparaître ces millions d'inspecteurs, d'enquêteurs, de vérificateurs, de bureaucrates de tout acabit qui harcèlent sans répit les infirmes, les malades, les pauvres, les chômeurs et les assistés sociaux qu'ils considèrent souvent comme des parias, parce qu'ils n'ont pas pu profiter de faveurs politiques comme beaucoup des bureaucrates en ont eu l'occasion aujourd'hui.

Nous avons fait rire de nous pendant des années. Il faut aujourd'hui que le gouvernement s'efforce de s'ouvrir les yeux et de nous donner raison. Nous reconnaissons que notre économie malade doit être stimulée, mais nous recommandons qu'il faut une formule pour inciter au travail et renforcer notre économie; nous en sommes conscients de cette formule qu'il nous faut. Il faut absolument stimuler notre économie, nous sommes conscients de tout cela, monsieur l'Orateur.

Mais comment, par quels moyens, par quelles voies passer? C'est là je pense que nous divergeons d'opinion, parce que nous n'endurerons certainement pas que, pour stimuler l'économie, on continue de le faire sur le dos de nos enfants, dans le champ des allocations familiales, alors qu'on a fini de dépouiller les vieux, monsieur l'Orateur, en leur enlevant leur droit à l'assurance-chômage à l'âge de la retraite, alors que ce gouvernement fédéral a grugé les revenus des retraités jusqu'à la limite afin de rendre ces derniers encore plus dépendants de l'État. Désire-t-on des exemples? Au sujet des personnes âgées qui s'étaient payé des rentes du Québec pour garantir leurs vieux jours, le gouvernement fédéral leur en prend 50 p. 100 en réduisant leur supplément de revenu d'autant. Pourtant c'est une assurance provinciale que le gouvernement fédéral vient encore pour lui en supprimer 50 ou 60 p. 100, à tel point que, selon la plupart des retraités, il vaut mieux arriver à l'âge de la pension sans le sou que d'avoir gratté toute sa vie pour se voir dépouiller par l'État.

Monsieur l'Orateur, un autre passage dans la déclaration du ministre me «chicote» un peu, savoir que la nouvelle formule doit inciter au travail et stimuler notre productivité. J'ai de la

Allocations familiales

difficulté à marier cet énoncé à celui se rapportant aux personnes âgées, aux enfants pauvres, et à d'autres. Nous nous demandons si les sommes recueillies par ces coupures doivent servir uniquement pour les services sociaux, parce qu'on est au ministère du bien-être social; à première vue, j'avais l'impression que ces coupures seraient utilisées uniquement dans les cadres du service social. Nous nous demandons aujourd'hui, monsieur l'Orateur, sincèrement si elles vont servir ailleurs, telle que le laisse entendre la dernière déclaration.

En effet, lorsque l'on parle de stimuler notre productivité et d'inciter au travail, cela concerne davantage le ministre de l'Emploi, je crois, on saute au ministère de l'Emploi, est-ce un objectif de ce ministère de faire servir les fonds recueillis par le bill visant à la création d'emplois pour les personnes âgées? Je serais énormément surpris s'il en était ainsi. C'est précisément à ce stade que je trouve les déclarations du député imprécises, car je ne m'imagine pas que même s'il déclare notre économie malade, qu'elle soit assez en danger de mort pour être obligée de supprimer les soins essentiels à nos enfants. Bien que nous reconnaissons les méfaits qui sont dénoncés, nous ne pouvons accepter les moyens proposés comme remède à tous les maux. Il y a tant de possibilités au Canada, monsieur l'Orateur, pour récupérer facilement certains revenus afin de stimuler notre économie qu'il n'est pas nécessaire de s'attaquer aux plus faibles, aux plus inoffensifs, tout en protégeant les plus forts, si c'est cela qui est visé. On cherche des revenus? Je crois que le temps est venu pour le gouvernement de cesser de se rabattre dans le secteur social pour trouver les fonds nécessaires au renflouement de ses déficits inexplicables et de son administration de broche à foin.

● (1552)

Si le gouvernement a besoin de plus de revenus, qu'il commence par réduire ses folles dépenses de voyages à travers le monde, voyages planétaires, comme dirait un certain député! Et s'il a besoin d'un montant de 2.5 milliards de dollars, par exemple, comme on l'entendait ces derniers jours à la Chambre—une des suggestions—qu'il retarde de 5 ans l'achat des avions militaires déjà commandés. Nous n'avons pas besoin d'avions militaires pour vivre en paix au Canada. Par cette seule suggestion le gouvernement trouvera plus d'argent qu'il en souhaite, et je pourrais faire des dizaines d'autres suggestions aussi réalistes les unes que les autres. Que le gouvernement s'attaque donc aux gros monopoles qu'il protège constamment. Qu'il ordonne une réduction des intérêts qu'il paie aux banques à charte, parce qu'il n'a pas eu le courage d'apporter les réformes monétaires nécessaires pour monnayer les crédits nécessaires au pays.

En conclusion, je demande au gouvernement de faire une étude prolongée de son bill lors de son étude en comité afin d'y apporter les modifications nécessaires en troisième lecture, car tel qu'il est nous considérons que ce bill est, comme tant d'autres d'ailleurs, antisocial, antifamilial, parce qu'il donne la priorité au capital-argent sur le capital humain et qu'il sacrifie encore nos enfants.